

13 février 2020



SUIVI ÉCONOMIQUE ET FINANCIER - FÉVRIER 2020



BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET
OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER

Le directeur parlementaire du budget (DPB) appuie le Parlement en fournissant des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir une plus grande transparence et responsabilité en matière budgétaire.

Le présent rapport fournit une estimation en cours d'exercice du produit intérieur brut (PIB) du Canada et le solde budgétaire du gouvernement du Canada en 2019-2020 selon les données publiées depuis les Perspectives économiques et financières de novembre 2019 jusqu'au 7 février 2020 inclusivement. Tous les taux présentés correspondent à des taux annualisés, sauf indication contraire.

Analystes principaux :
Kristina Grinshpoon, analyste principale
Caroline Nicol, analyste

Collaborateurs :
Tessa Devakos, assistante de recherche
Raphaël Liberge-Simard, analyste
Tim Scholz, conseiller-analyste
Nigel Wodrich, analyste

Ce rapport a été préparé sous la supervision de :
Chris Matier, directeur principal
Trevor Shaw, directeur

Nancy Beauchamp, Carol Faucher, Jocelyne Scrim et Rémy Vanherweghem ont contribué à la préparation du rapport pour publication.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez nous rejoindre à l'adresse dpb-pbo@parl.gc.ca.

Yves Giroux

Directeur parlementaire du budget

RP-1920-026-S_f

Résumé

La croissance de l'économie canadienne a fortement ralenti au cours du quatrième trimestre de 2019. Elle a été considérablement moins élevée que ce qui était prévu dans les *Perspectives économiques et financières* de novembre 2019.

- Le DPB estime que le PIB réel a augmenté de 0,3 % (taux annuel) au dernier trimestre de 2019, alors que plusieurs perturbations temporaires ont ralenti l'activité commerciale.
- Nous prévoyons que le PIB réel connaîtra une croissance de 1,5 % au premier trimestre de 2020. Nous nous attendons à ce que certaines des répercussions des perturbations soient renversées, mais nous prévoyons un ralentissement de la croissance notamment en raison du coronavirus et de l'affaiblissement de l'investissement des entreprises.

Le ralentissement observé au quatrième trimestre découle de perturbations temporaires dans le secteur minier, le secteur pétrolier et gazier, le secteur de l'automobile et le secteur du transport ferroviaire. Nous prévoyons que le coronavirus (2019-nCoV) entraînera une croissance du PIB réel plus faible de 0,3 points de pourcentage au cours du premier trimestre de 2020. Cela dit, les estimations de l'incidence globale du coronavirus demeurent très incertaines pour l'instant.

Pour l'exercice 2019-2020, nous prévoyons que le solde budgétaire du gouvernement sera de 23,5 milliards de dollars (1,0 % du PIB). Nos projections actualisées du déficit budgétaire en 2019-2020 sont :

- supérieures de 2,3 milliards de dollars aux estimations contenues dans les *Perspectives économiques et financières* de novembre 2019;
- inférieures de 3,1 milliards de dollars au déficit indiqué par Finances Canada dans sa mise à jour économique et financière de décembre 2019. En excluant l'ajustement des risques du gouvernement, nos prévisions actuelles se chiffrent à 1,6 milliard de dollars de moins.

Notre projection actualisée comprend 1,6 milliard de dollars en nouvelles mesures gouvernementales annoncées dans la mise à jour économique et financière, mais dont nos perspectives de novembre ne tenaient pas compte. Une somme additionnelle de 0,8 milliard de dollars en évolutions financières s'ajoute au déficit budgétaire à cause des dépenses d'exploitation plus

élevées, mais elle est en partie contrebalancée par des revenus plus importants.

Notre révision à la hausse des dépenses d'exploitation du gouvernement reflète la hausse du coût du service courant pour les régimes de retraite et d'autres avantages futurs et résulte de nouveaux renseignements fournis dans la mise à jour économique et financière.

1. Évolution économique

La croissance de l'économie canadienne a fortement ralenti au cours du quatrième trimestre de 2019, après une croissance du PIB réel de 1,3 % au troisième trimestre. Le DPB estime que le PIB réel a augmenté de 0,3 % au dernier trimestre de 2019, ce qui est considérablement moins élevé que ce qui était prévu dans les *Perspectives économiques et financières* (tableau 1-1)¹. Ce ralentissement est en grande partie attribuable à des perturbations temporaires dans le secteur minier, le secteur pétrolier et gazier, le secteur de l'automobile et le secteur du transport ferroviaire².

Tableau 1-1 Croissance trimestrielle du PIB réel

% , d'un trimestre à l'autre, taux annualisés	2019T1	2019T2	2019T3	2019T4	2020T1
DPB novembre 2019	0,5	3,7	1,3	1,6	1,8
DPB février 2020	0,8	3,5	1,3	0,3	1,5

Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les valeurs en surbrillance représentent les estimations/prévisions du DPB. Les différences entre les valeurs historiques reflètent les révisions des données.

Nous prévoyons que le PIB réel connaîtra une croissance de 1,5 % au premier trimestre de 2020, comparativement à la croissance projetée de 1,8 % dans les perspectives de novembre. Nous nous attendons à ce que certaines des répercussions des perturbations qui brident la croissance soient renversées, mais nous prévoyons un ralentissement de la croissance au premier trimestre, notamment en raison du coronavirus (diminution de 0,3 points de pourcentage)³ et de l'affaiblissement de l'investissement des entreprises.

Nous avons également revu à la baisse nos projections pour l'inflation du PIB (tableau 1-2). La révision à la baisse tient compte de l'inflation plus modérée des prix à la consommation, de même que de la baisse du prix des produits de base partiellement due au coronavirus. D'après les prix actuels au comptant⁴, le prix du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) est inférieur de 5 \$ US à ce qui avait été prévu dans nos perspectives de novembre, tandis que celui du Western Canadian Select (WCS) est inférieur de 5 \$ US.

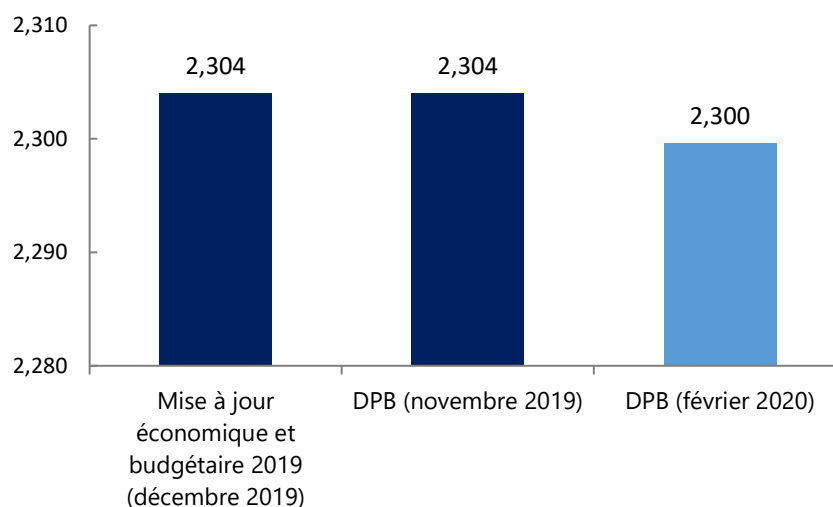
Tableau 1-2 Inflation trimestrielle du PIB

% , d'un trimestre à l'autre, taux annualisés	2019T1	2019T2	2019T3	2019T4	2020T1
DPB novembre 2019	5,1	4,4	1,0	1,1	1,5
DPB février 2020	4,7	4,4	0,3	0,9	1,2

Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les valeurs en surbrillance représentent les estimations/prévisions du DPB. Les différences entre les valeurs historiques reflètent les révisions des données.

Compte tenu des révisions à la baisse de la croissance du PIB réel et de l'inflation du PIB au quatrième trimestre (de même que de l'inflation du PIB plus faible que prévu au troisième trimestre), nous prévoyons que le PIB nominal (la mesure la plus large de l'assiette fiscale) sera inférieur de 4 milliards de dollars (0,2 %) aux prévisions pour 2019 contenues dans nos *Perspectives économiques et financières*⁵.

Figure 1-2 Niveau du PIB en 2019 (en milliards de \$)

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Le niveau du PIB nominal provenant de DPB (novembre 2019) a été redressé pour tenir compte des révisions historiques.

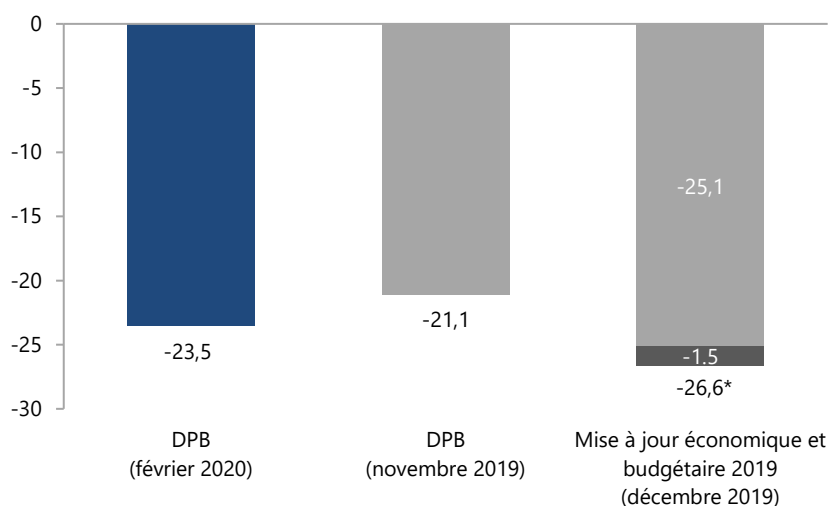
2. Solde budgétaire pour 2019-2020

Nous prévoyons que le solde budgétaire du gouvernement pour l'exercice 2019-2020 sera un déficit de 23,5 milliards de dollars (1,0 % du PIB). En comparaison, notre projection actuelle relative au déficit budgétaire pour 2019-2020 est la suivante :

- 2,3 milliards de dollars de plus que ce qui avait été prévu dans les *Perspectives économiques et financières* de novembre 2019 (figure 2-1);
- 3,1 milliards de moins que ce que Finances Canada avait prévu dans la mise à jour économique et financière de 2019. En excluant l'ajustement des risques du gouvernement, nos prévisions actuelles se chiffrent à 1,6 milliard de dollars de moins que la mise à jour économique et financière.

Figure 2-1

Solde budgétaire en 2019-2020 (en milliards de \$)



Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : * La prévision du solde budgétaire pour 2019-20 de Finances Canada comporte un ajustement en fonction du risque de 1,5 milliard de dollars.

Nous prévoyons un déficit plus élevé que celui prévu dans nos perspectives de novembre, en partie à cause des nouvelles mesures proposées dans la mise à jour économique et financière de 2019. Dans cette dernière, le gouvernement a précisé des mesures s'élevant à 4,1 milliards de dollars, dont on avait en partie (2,5 milliards de dollars) tenu compte dans les *Perspectives économiques et financières* de novembre 2019.

De nouvelles dépenses et de nouvelles mesures fiscales s'élevant à 1,6 milliard de dollars s'ajoutent au déficit budgétaire prévu pour 2019-2020. Une somme additionnelle de 0,8 milliard de dollars en évolutions financières s'ajoute au déficit budgétaire à cause des dépenses d'exploitation plus élevées, mais elle est en partie contrebalancée par des revenus plus importants (tableau 2-1).

Tableau 2-1 Révisions du solde budgétaire pour 2019-2020

G\$	Solde budgétaire
Prévision du DPB de novembre 2019	-21,1
<i>Mesures additionnelles depuis le budget de 2019 incluant</i>	
<i>Mise à jour économique et budgétaire 2019</i>	-1,6
Prévision du DPB de novembre 2019, avec nouvelles mesures	-22,7
<i>Évolution de la situation économique et budgétaire depuis</i>	
<i>les Perspectives économiques et financières d'octobre 2019</i>	-0,8
Prévision du DPB de février 2020	-23,5

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Nous prévoyons des recettes budgétaires de 340,9 milliards de dollars en 2019-2020, soit 0,5 milliard de dollars de plus que nos perspectives de novembre (Tableau 2-2). Cette révision à la hausse s'explique par des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers plus élevées que prévu depuis le début de l'année, mais également par l'annonce faite par le gouvernement, dans la mise à jour économique et financière, concernant l'augmentation du montant personnel de base⁶. Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers sont supérieures de 1,2 milliard de dollars à notre estimation dans les perspectives de novembre.

La hausse des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers est en partie contrebalancée par de plus faibles taxes et droits d'accise, particulièrement par les droits de douane à l'importation qui reflètent un rendement fiscal moins élevé que prévu à la suite du retrait des tarifs de rétorsion sur l'acier, l'aluminium et d'autres produits en provenance des États-Unis.

Nous prévoyons des dépenses de programmes de 340,9 milliards de dollars en 2019-2020, soit 3,1 milliards de dollars de plus que ce qui était prévu dans nos perspectives de novembre. La hausse des dépenses de programmes est principalement attribuable à une hausse des dépenses d'exploitation.

Un facteur clé derrière l'augmentation des dépenses d'exploitation est le coût estimatif plus élevé des régimes de retraite et des autres futures prestations touchées par les employés en 2019-2020 d'après la nouvelle information sur les coûts du service courant présentée dans la mise à jour économique et financière. Les dépenses de programmes directes ont

également augmenté de 0,9 milliard de dollars en raison de mesures gouvernementales supplémentaires annoncées dans la mise à jour économique et financière du gouvernement de 2019⁷.

Tableau 2-2 Suivi financier pour 2019-2020

G\$	DPB fév. 2020	Écart	DPB Nov. 2019	Finances Canada Déc. 2019	DPB vs. Finances
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	171,1	1,2	169,9	171,6	-0,5
Impôt sur le revenu des sociétés	49,3	-	49,3	46,8	2,5
Impôt sur le revenu des non-résidents	8,6	-	8,6	9,7	-1,1
Impôt total sur le revenu	229,0	1,2	227,8	228,0	1,0
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	39,1	-0,2	39,2	39,6	-0,5
Droits de douane à l'importation	5,5	-0,5	6,0	5,7	-0,2
Autres taxes et droits d'accise	12,7	-	12,7	12,5	0,2
Total des taxes et droits d'accise	57,3	-0,7	57,9	57,9	-0,6
Produits issus de la redevance sur les combustibles ⁸	2,8	-0,1	2,9	2,6	0,2
Cotisations d'AE	22,7	-	22,7	22,6	0,1
Autres revenus	29,1	-	29,1	29,0	0,1
Total des revenus budgétaires	340,9	0,5	340,4	340,1	0,8
Principaux transferts aux personnes					
Prestations aux aînés	56,2	0,1	56,1	56,1	0,1
Prestations d'AE	19,6	-	19,6	19,3	0,3
Prestations pour enfants	24,2	-	24,2	24,1	0,1
Total	100,0	0,1	99,9	99,5	0,5
Principaux transferts aux autres niveaux de gouvernements					
Transfert canadien en matière de santé	40,4	-	40,4	40,4	-
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	14,6	-	14,6	14,6	-
Péréquation	19,8	-	19,8	19,8	-
Formule de financement des territoires	3,9	-	3,9	3,9	-
Fonds de la taxe sur l'essence	2,2	-	2,2	2,2	-
Soins à domicile et services de santé mentale	1,1	-	1,1	1,1	-
Autres arrangements fiscaux	-3,3	-	-3,3	-5,7	2,4
Total	78,7	-	78,7	76,3	2,4
Charges de programmes directes		-			
Retour des produits de la redevance sur les combustibles	3,4	-0,2	3,6	3,0	0,4
Autres paiements de transfert ⁹	54,2	0,3	54,0	55,8	-1,6
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	94,0	2,9	91,1	95,4	-1,4
Coûts futurs et avantages sociaux	10,5	0,0	10,5	10,8	-0,3
Total des charges de programmes directes	162,1	3,0	159,1	165,1	-3,0
Total des charges de programmes	340,9	3,1	337,7	340,8	0,1
Frais de la dette publique	23,5	-0,3	23,8	24,4	-0,9
Total des charges	364,3	2,8	361,5	365,2	-0,9
Solde budgétaire	-23,5	-2,3	-21,1	-26,6	3,1

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Notes

1. Disponibles à l'adresse suivante : <https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/RP-1920-022-S--economic-and-fiscal-outlook--perspectives-economiques-financieres-nov-2019>
2. Par exemple, une grève des Travailleurs unis de l'automobile aux États-Unis a fait en sorte que les usines canadiennes ont ralenti leur production. Elle a également entraîné un déclin temporaire du commerce de gros. Voir : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/191223/dq191223a-fra.htm>

Une grève dans le secteur du transport ferroviaire a entraîné une diminution des exportations de marchandises, particulièrement pour les produits énergétiques, qui ont également connu une baisse à la suite d'une rupture de pipeline. Voir : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200107/dq200107a-fra.htm>

3. L'incidence du coronavirus sur l'économie canadienne pourrait différer de celle du SRAS. Contrairement à 2003 lors de l'épidémie de SRAS, le Canada n'est pas l'un des pays les plus touchés par le coronavirus, ce qui porte à croire que l'incidence sur les industries du voyage et de l'hôtellerie pourrait être moindre. De plus, le milieu médical est bien préparé pour faire face au coronavirus, ce qui n'était pas le cas lors de l'épidémie du SRAS.

Cela dit, la Chine occupe maintenant une place beaucoup plus importante qu'en 2003 au sein de l'économie mondiale. Des perturbations de la production en Chine pourraient entraîner des pénuries variées et des retards dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. En outre, la transmission plus rapide de l'information par l'entremise des médias sociaux pourrait avoir des effets négatifs plus importants sur la confiance des consommateurs et des entreprises.

Nous prévoyons que le coronavirus réduira la croissance du PIB réel de 0,34 points de pourcentage au cours du premier trimestre de 2020 par des voies directes (p. ex., transport aérien, hébergement) et indirectes (p. ex., perturbations de la chaîne d'approvisionnement, prix des produits de base, confiance). Cette hypothèse repose sur notre estimation de l'incidence directe sur les secteurs du transport aérien et de l'hôtellerie lors de l'épidémie de SRAS en 2003.

Notre hypothèse est conforme à l'estimation par la Banque Scotia de l'impact possible du coronavirus sur l'économie canadienne. Voir (en anglais): https://www.scotiabank.com/content/dam/scotiabank/sub-brands/scotiabank-economics/english/documents/insights-views/2020-01-27_I&V.pdf

4. Prix actuel au comptant en date du 7 février 2020.
5. Pour l'ensemble de l'année, la croissance du PIB nominal en 2019 est estimée à 3,4 %. Cela reflète une croissance annuelle du PIB réel de 1,6 % et une inflation du PIB de 1,7 %.

En termes d'exercice, nos perspectives relatives au niveau du PIB nominal pour 2019-2020 sont de 8 milliards de dollars (0,3 %) de moins que nos perspectives de novembre.

6. Le DPB estime que l'augmentation du crédit d'impôt au titre du montant personnel de base fera diminuer les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers de 783 millions de dollars en 2019-2020. Voir : https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/LEG/LEG0001/LEG0001_fr.pdf
7. Les estimations du DPB pour 2019-2020 comprennent toutes les mesures jusqu'à la mise à jour économique et financière du gouvernement de 2019, ajustées en fonction de l'estimation interne du DPB du coût associé à l'augmentation du montant personnel de base et de l'estimation interne du DPB de l'incidence des produits issus de la redevance sur les combustibles et du système de tarification fondé sur le rendement (STFR).
8. L'estimation des produits issus de la redevance sur les combustibles comprend les hypothèses du DPB relatives aux revenus et aux dépenses associés au STFR.
9. La dépense de 1,9 milliard de dollars pour l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia avec Terre-Neuve et Labrador est catégorisée comme un autre arrangement fiscal dans nos projections et comme un paiement de transfert dans les dépenses de programmes directes dans la mise à jour économique et financière. Ces différences de catégorisation n'ont pas d'effet sur les dépenses globales ou sur le solde budgétaire.